

# Frédéric Gonthier et Nonna Mayer Non, les Français ne se détournent pas de la démocratie

Loin de traduire un rejet de la démocratie, la défiance politique actuelle révèle un décalage entre des attentes citoyennes élevées et des institutions peu réactives, analysent les politistes

**A** en croire certains, la démocratie française serait « fatiguée ». Absentéisme, défiance, montée des populismes... autant de signes d'une érosion des valeurs démocratiques, voire d'une dérive autoritaire. Ce diagnostic s'est imposé dans le débat public depuis une quinzaine d'années, mais il est trompeur. Nos données [disponibles dans l'ouvrage collectif *French Democracy in Distress*, « la démocratie française en détresse », Palgrave Macmillan, 2025, non traduit] racontent une tout autre histoire.

Les votes protestataires et les discours populistes ne prospèrent pas sur un rejet de la démocratie, mais sur le sentiment que la souveraineté populaire est entravée. Les mobilisations massives ignorées (plus de 1 million de manifestants contre la réforme des retraites, plus de 500 000 opposants à la proposition de loi Duplomb, 700 000 à la proposition de loi Yadan), les réformes adoptées sans véritable délibération, les dispositifs de participation citoyenne sans portée décisionnelle (convention citoyenne pour le climat, cahiers de doléances) ne peuvent qu'accréditer ce sentiment de dépossession politique. A chaque fois, la parole citoyenne est à peine écoutée et reste sans conséquence. C'est le cœur du problème français.

En réalité, les Françaises et les Français ne se détournent pas de la démocratie.

Ils y restent massivement attachés, ils continuent de la considérer comme le meilleur régime politique. Ce n'est pas l'adhésion aux principes démocratiques qui se dégrade, c'est leur mise en œuvre qui est critiquée.

Ce décalage est bien documenté. Loin d'être résignés ou ambivalents, citoyennes et citoyens sont des démocrates insatisfaits. Ils ne rejettent pas la démocratie libérale, c'est-à-dire l'Etat de droit, les libertés publiques et les élections. Ils contestent la manière dont celle-ci est pratiquée : une représentation socialement biaisée, un usage partisan des règles du jeu politique, et une souveraineté populaire confisquée par une pratique du pouvoir distante et déconnectée. Dans ces conditions, l'élection n'est plus perçue comme un horizon suffisant pour produire de la légitimité politique durable.

D'autant que la démocratie ne se réduit ni au vote ni aux libertés publiques. Elle inclut également la capacité à bénéficier d'une protection sociale effective. Toutes les enquêtes montrent là aussi que les attentes citoyennes en matière de réduction des inégalités et de renforcement des droits sociaux sont insatisfaites, surtout chez celles et ceux qui se sentent marginalisés socialement, qui sont politiquement les moins visibles et les moins audibles.

Dès lors, parler de fatigue démocratique revient à inverser le problème. L'at-

tachement à la démocratie perdure, c'est la capacité des institutions et des gouvernants à la mettre en œuvre qui fait défaut. Là aussi, il est facile de se tromper de diagnostic. Dans les palmarès internationaux sur la qualité de la gouvernance démocratique, la France est plutôt bien notée. Comme en atteste sa neuvième position sur l'indice V-Dem en 2025. Mais les mesures agrégées masquent l'atrophie progressive des canaux de participation et d'influence citoyenne. Le point faible de la France reste le manque de mécanismes permettant aux gouvernés de peser réellement sur la décision publique.

Les alternatives existent pourtant. Depuis deux décennies, les innovations démocratiques se multiplient partout dans le monde : conventions citoyennes, budgets participatifs, dispositifs délibératifs, référendums d'initiative populaire... Ces

innovations accompagnent la transformation des attentes citoyennes. Mieux, leur utilisation souvent combinée fait la preuve - qu'il est institutionnellement possible d'hybrider ces différents instruments de gouvernance que sont la participation, la délibération, l'expertise... Or, en France, les innovations démocratiques sont le plus souvent neutralisées, ou cantonnées à un rôle consultatif. La participation est organisée, mais la décision reste verrouillée. Une participation sans effet ne répare pas la défiance politique, au contraire : elle l'aggrave.

## Partager le pouvoir

Ce blocage tient largement aux autorités politiques elles-mêmes. Partager le pouvoir, accepter l'incertitude de la délibération, ouvrir réellement la décision, cela suppose de renoncer à une part de contrôle ; ce à quoi, précisément, elles résistent. On reproche souvent aux partis politiques de ne plus jouer leur rôle de relais et d'organisation des doléances populaires. Pourtant, en critiquant les dysfonctionnements de la démocratie libérale, en promouvant des alternatives plus directes, participatives ou délibératives, plusieurs d'entre eux contribuent à mettre les enjeux de démocratie et de réforme des institutions au cœur du débat politique.

La vitalité démocratique dépasse d'ailleurs les seuls partis : bien que de plus en plus entravés, mouvements citoyens, syndicats et associations s'attachent à réinventer au quotidien les formes d'expression et d'action, faisant de la société civile un laboratoire du renouveau démocratique. La forte hausse de la participation lors des élections législatives anticipées de 2024 montre bien que

les citoyennes et citoyens s'engagent électoralement quand ils perçoivent que leur implication peut réellement peser.

Le thème de la fatigue démocratique fonctionne donc comme un contre-feu commode mais intellectuellement paresseux. Il fait porter aux citoyennes et aux citoyens la responsabilité d'un malaise dont les causes sont largement institutionnelles. Il évite de poser la question la plus dérangeante : celle de la difficulté des gouvernants à intégrer la conflictualité sociale, à transformer la participation en décision et à réinventer les formes de la représentation. Continuer à parler de fatigue démocratique, c'est faire erreur sur le constat autant que sur le remède. La démocratie française ne manque pas de démocrates. Elle s'abîme dans le décalage entre des attentes populaires fortes et la surdité des élites politiques. ■

**Frédéric Gonthier** est professeur de science politique à Sciences Po Grenoble-université Grenoble-Alpes, rattaché au laboratoire Pacte-CNRS. Il travaille sur les liens entre systèmes de valeurs, attitudes à l'égard de la démocratie et partis politiques, dans le cadre du programme DemoCIS ; **Nonna Mayer** est directrice de recherche émérite au CNRS, rattachée au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po. Ses recherches portent sur les droites radicales populistes en Europe, le racisme et l'antisémitisme, et les transformations de la démocratie

**LE THÈME  
DE LA « FATIGUE  
DÉMOCRATIQUE »  
FAIT PORTER  
AUX CITOYENS  
LA RESPONSABILITÉ  
D'UN MALAISE DONT  
LES CAUSES SONT  
INSTITUTIONNELLES**

## Avec la réouverture du pavillon russe à la Biennale de Venise, l'art sert de prétexte pour faire la guerre par d'autres moyens

Un collectif d'artistes et d'universitaires s'indigne du retour de Moscou au festival international d'art, après quatre ans d'absence, et dénonce une opération visant à réhabiliter l'image de la Russie sur le sol européen

**T**andis que les missiles et les bombes russes s'abattent chaque jour sur les villes ukrainiennes, il pourrait sembler dérisoire de s'alarmer de la prochaine réouverture du pavillon russe, fermé depuis le début de la guerre en Ukraine, pour la Biennale de Venise, qui s'ouvre le 9 mai. Ce « détail » n'en est pourtant pas un. Lentement, mais sûrement, les réseaux d'influence russes reconquièrent le terrain perdu et le discours du Kremlin s'immisce dans les consciences. « L'art est au-dessus de la politique », déclare Mikhaïl Chvydkoï, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour la coopération culturelle internationale. En l'occurrence, l'art sert surtout de prétexte pour poursuivre la guerre par d'autres moyens. Une guerre souterraine et invisible, afin de réintroduire la Russie dans le concert des nations fréquentables.

Peu importent les frappes russes, le 24 mars, sur le quartier du monastère des Bernardins, à Lviv, pourtant inscrit au patrimoine mondial par l'Unesco ? Peu importe le pillage des musées de Marioupol, Kherson, Melitopol, dont les œuvres sont désormais inscrites comme russes dans le

patrimoine mondial de la Russie ? Peu importe le pillage systématique des sites archéologiques de Crimée, où pouvait se lire à même le sol la diversité des peuples et des langues qui ont construit au fil des siècles l'identité ukrainienne ?

Peu importe la « russification » forcée du passé dans le site de Chersonèse Taurique, inscrit lui aussi au patrimoine mondial de l'Unesco ? Peu importe, en effet, pourvu que les Européens puissent persévérer dans leur croyance au mythe de la « grande culture russe » et fermer les yeux sur la guerre d'influence que mène patiemment Moscou.

### Avec la fille de Sergueï Lavrov

Pourtant, si l'on accepte d'ouvrir les yeux, on comprend bien les raisons qui ont présidé au choix d'Anastasia Karneeva comme commissaire du pavillon russe à la Biennale. Fille de Nikolai Volobuev, ancien général du FSB et cadre supérieur de Rosnec (conglomérat d'Etat appartenant à la défense), ladite commissaire a fondé la société Smart Art avec Ekaterina Vinokourova, elle-même fille du ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov. Il est clair que son appartenance à la famille régnante, qui

déterminé sa nomination, bien davantage que ses supposées compétences dans le domaine artistique. Le programme du pavillon russe est d'ailleurs éloquent. On y retrouve condensés les principes de gouvernement que Poutine a hérités de ses prédécesseurs bolcheviques : la promotion du mensonge, la perversion du langage et l'inversion du réel en son contraire. En invitant des artistes liés aux cultures indigènes et régionales de toute la Fédération, l'exposition est ainsi censée s'inscrire dans le mouvement de pensée « décolonial ».

Cette appropriation du discours des représentants des peuples de la Fédération - dont l'histoire, à l'instar de celle des Ukrainiens, a été façonnée sous le régime tsariste puis soviétique par l'assimilation forcée et les hécatombes causées par les exécutions, les guerres « punitives » et les déportations de masse - est d'autant plus perverse que les militants régionaux et figures culturelles qui défendent les droits linguistiques et culturels des minorités font face à une répression croissante.

La Biennale est « un espace de trêve » où l'art l'emporterait sur la géopolitique, selon son président, Pieterangelo Buttafuoco, ancien

journaliste et militant néofasciste du Mouvement social italien, nommé par le gouvernement de Giorgia Meloni. Sous les décombres de Kharkiv et de Kherson, l'idée d'un art russe apolitique est obscène. Chaque artiste exposé dans ce pavillon portera, bon gré mal gré, la responsabilité des crimes du régime qui l'a sollicité.

Ni l'indignation des ministres de la culture de 20 Etats de l'Union européenne [plus l'Ukraine et la Norvège] et leur intervention auprès de leur homologue italien, ni le communiqué de la Commission européenne menaçant de retirer sa subvention de 2 millions d'euros à la Biennale n'ont, jusqu'à présent, modifié la position de Pieterangelo Buttafuoco.

Nous attendons donc de la Commission européenne qu'elle suspende immédiatement la subvention européenne à la Biennale, car la réouverture du pavillon russe à Venise participe sans conteste des opérations du Kremlin visant à réhabiliter l'image de Moscou. On est aussi en droit d'attendre des autorités européennes qu'elles étudient les possibilités d'une mise sous sanction d'Anastasia Karneeva et de son associée Ekaterina Vinokourova.

### Liste des signataires :

**Ada Ackerman**, historienne de l'art, chargée de recherche au CNRS ; **Konstantin Akinsha**, historien de l'art, commissaire de l'exposition « In the Eye of the Storm : Modernism in Ukraine, 1900-1930s » ; **Emmanuel Daoud**, avocat au barreau de Paris ; **Alain Fleischer**, cinéaste, artiste plasticien et écrivain, fondateur de l'école d'art Le Fresnoy, studio national des arts contemporains ; **Sarah Moon**, photographe, lauréate du Grand Prix de l'Académie des beaux-arts 2025 ; **Sylvie Rollet**, professeure émérite des universités et présidente de Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre ; **Olga Sagaidak**, présidente du conseil de la Coalition des acteurs culturels ukrainiens ; **Gabriel Sebbah**, avocat au barreau de Paris ; **Cécile Vaissie**, professeure des universités d'études russes, soviétiques et postsoviétiques

**CHACUN ARTISTE  
EXPOSÉ PORTERA,  
BON GRÉ MAL GRÉ,  
LA RESPONSABILITÉ  
DES CRIMES  
D'UN RÉGIME  
AUTORITAIRE**